

## Comment et pourquoi apprécier l'impact par les effets ? Quelques éclairages<sup>0</sup>...

Marc Totté\* et Laurence Defrise\*\*

**Les conditions ne sont pas mûres dans le système actuel de l'aide au développement pour tirer avantage du concept d'impact pour l'ensemble du secteur de la coopération et en premier lieu pour appréhender la qualité des interventions au Sud. Mais il existe une solution élégante qui pourrait permettre de préparer ces conditions ...**

De passage au Sénégal pour accompagner la mise en place de dispositifs croisés de suivi du changement entre une ONG belge et ses partenaires (sénégalais, burkinabés, guinéens, capverdiens), une discussion avec les bénéficiaires d'un projet à propos des changements constatés et espérés dans leur situation a attiré notre attention sur un paradoxe intéressant.

*C'est un fou qui cherche ses clefs, la nuit, sous un lampadaire. A quelqu'un qui cherche à l'aider, et lui demande où il était exactement au moment où il les a perdues, il indique une zone éloignée. Le monsieur s'étonne : « Mais pourquoi diable les cherchez vous ici ? ». Le fou de répondre : « Mais parce qu'ici il y a de la lumière, bien sûr ! ».*

Il s'agissait d'un projet d'appui à des maraîchers. Les échanges ont longtemps tourné autour des changements générés par cette activité et sur les difficultés rencontrées (criquets, manque d'intrants et d'équipements motorisés, etc.). Alors que nous arrivions presque au terme de la conversation, une information cruciale est apparue qui n'était pas ressortie des analyses réalisées jusque-là par l'ONG locale, pourtant très « outillée » en matière de dispositifs de suivi. Il ressortait en effet que le conseil rural local avait donné arbitrairement l'ordre aux maraîchers de déménager d'une certaine zone pour qu'un parcours puisse être libéré à cet endroit au profit des éleveurs. Ces derniers auraient, semble-t-il, « acheté » le conseil rural pour qu'il agisse en leur faveur. Pour s'être opposé à cette décision un maraîcher – également animateur local du projet – venait de passer cinq jours de prison, et ce toujours à l'insu de l'ONG...

### **Toujours plus d'information, toujours moins de communication**

Loin d'être anecdotique, ce cas montre combien nous sommes schizophrènes, lorsque nous « débarquons » armés seulement de nos outils de gestion de projets/programmes : la communication entre partenaires d'un projet ne se fait plus par rapport aux vrais enjeux du moment, mais par rapport aux indicateurs de résultats attendus que l'on a posés en début de programme. En référence à la blague du fou citée plus haut, nous pourrions assimiler ces indicateurs à un « lampadaire » qui ne permet d'éclairer qu'une parcelle figée de « l'univers » que nous avons trop tendance à considérer comme la « réalité » des problèmes « à solutionner ».

Ce phénomène est renforcé par une certaine conception de la « chaîne de l'action » et de l'impact : ce dernier est perçu le plus souvent comme l'aboutissement d'un processus linéaire plutôt qu'un processus interactif entre des personnes et entre ces personnes et des contextes<sup>1</sup>. Dans cette perspective, ainsi que le montre l'exemple présenté en introduction, les systèmes d'aide induisent des effets contre-intuitifs, c'est-à-dire des effets qui peuvent déboucher sur l'opposé de ce qu'on espère intuitivement en retirer.

La tendance actuelle de ces systèmes est en effet de valoriser « l'information » et la mesure de résultats (plus souvent quantitatifs que qualitatifs) à travers des « standards » d'identification et de suivi (cadre logique, indicateurs « SMART » et « Objectivement Vérifiables »),.

Avec cette logique - qui relève du contrôle - parler d'impact ne risque pas de changer grand chose. Cela revient fondamentalement à charger la barque des interventions au développement de toutes les peines du monde... et de mettre la pression sur les acteurs en développement, plus particulièrement les ONG censées « monter au front », pour soulager ces peines rapidement et durablement.

Les ONG n'en sont cependant pas seulement les victimes. Elles peuvent aussi être complices de cette situation lorsqu'elles conçoivent l'impact de leurs interventions comme allant de soi, tout en reproduisant, parfois, des relations artificielles de partenariat, déterminées soit par des logiques de contrôle administrativo-budgétaires, soit par des représentations idéologiques désincarnées des enjeux et contextes locaux<sup>2</sup>. La représentation (le modèle) devient plus « vraie » que la réalité, celle-ci devant absolument entrer dans les cadres.

### **De quels changements parle-t-on quand on parle d'impact ?**

La nécessité de changer de paradigme est de plus en plus reconnue (voir dernier rapport de la Banque Mondiale). Mais les réponses restent pour la plupart marquées par un contexte où les problèmes de méthodes (de gestion) dominent les questionnements. On en est toujours à se dire : « Je ferais moins de contrôle quand ils m'auront prouvé qu'ils travaillent comme des gens responsables ? »<sup>3</sup>. Ce genre de marchandage conduit à des situations bloquées : « il inverse de façon pernicieuse l'ordre chronologiquement efficace qui favorise le changement et alimente la permanence des attitudes reprochées »<sup>3</sup>.

Qui, en réaction, n'a pas été tenté d'inverser complètement la tendance et de dire : « laissons faire, c'est avant tout leur problème ».

Ce qui est en jeu, derrière cette notion d'impact, c'est fondamentalement la reconnaissance de ce que le développement est le produit d'une **interdépendance** entre le Sud et le Nord ; c'est aussi le résultat **d'interrelations** entre acteurs. Ce qui relève d'un truisme apparaît plus difficile à intégrer lorsqu'il s'agit de penser en termes de **co-responsabilité**, à tous les échelons. La solidarité internationale, d'humanité<sup>4</sup>, se distingue de celle de citoyenneté par le fait que l'exigence de proximité et d'implication à long terme dans les situations locales n'est plus indispensable. Les procédures remplacent et protègent la responsabilité d'avoir à assumer un échec.

Il faut donc changer vers une co-responsabilité mieux reconnue. Mais changer la culture des institutions est typiquement le genre de changement qui ne se décrète pas. « En nous efforçant d'atteindre l'inaccessible, nous rendons impossible ce qui serait réalisable »<sup>5</sup>.

Il nous faut donc avant tout poser des objectifs intermédiaires, plus concrets, en fonction des différents niveaux de changements et de responsabilités qu'interpelle l'exigence d'impact.

**Resituer les enjeux en fonction des échelles** (*Donne moi une échelle, je te dirais ta problématique...*)

Pour pouvoir réellement s'inscrire dans une démarche de co-responsabilisation, aspirant à des changements voulus et durables, il paraît tout d'abord indispensable de distinguer au moins deux niveaux et autant de responsabilités différentes (voir schéma 1) :

- **l'impact global** au niveau d'un pays portant sur les conditions d'amélioration des conditions de vie et de comportement des populations et résultant d'un ensemble de politiques et d'interventions
- **l'impact partiel ou local**, d'une intervention portant le plus souvent, sur une partie de la population, et une partie des conditions de vie et de comportements.

Un troisième niveau, considéré comme intermédiaire peut encore être mis en évidence : celui de **l'impact sectoriel** d'une politique ou d'un ensemble d'interventions dans un secteur donné.

Les réponses doivent être différentes selon ces niveaux.

A l'échelle nationale, la question de l'influence des politiques internationales et nationales sur « l'impact » est centrale. Elle pose la question des institutions et des modes de régulation.

*Exemple :*

- *Quel sens cela a-t-il de mesurer l'impact d'opérations d'aviculture dans un pays comme le Cameroun où le manque de régulation aux échelles internationale et nationale conduit à une importation massive de poulets congelés amputant toutes les chances de développement d'une activité locale dans ce secteur ?*

A l'échelle d'une intervention localisée, l'interrogation par l'impact se focalisera plus sur la capacité des acteurs privés et publics à produire des services accessibles et de qualité qui répondent aux difficultés rencontrées au quotidien. La dimension stratégique reste, ici aussi, évidente.

*Exemple :*

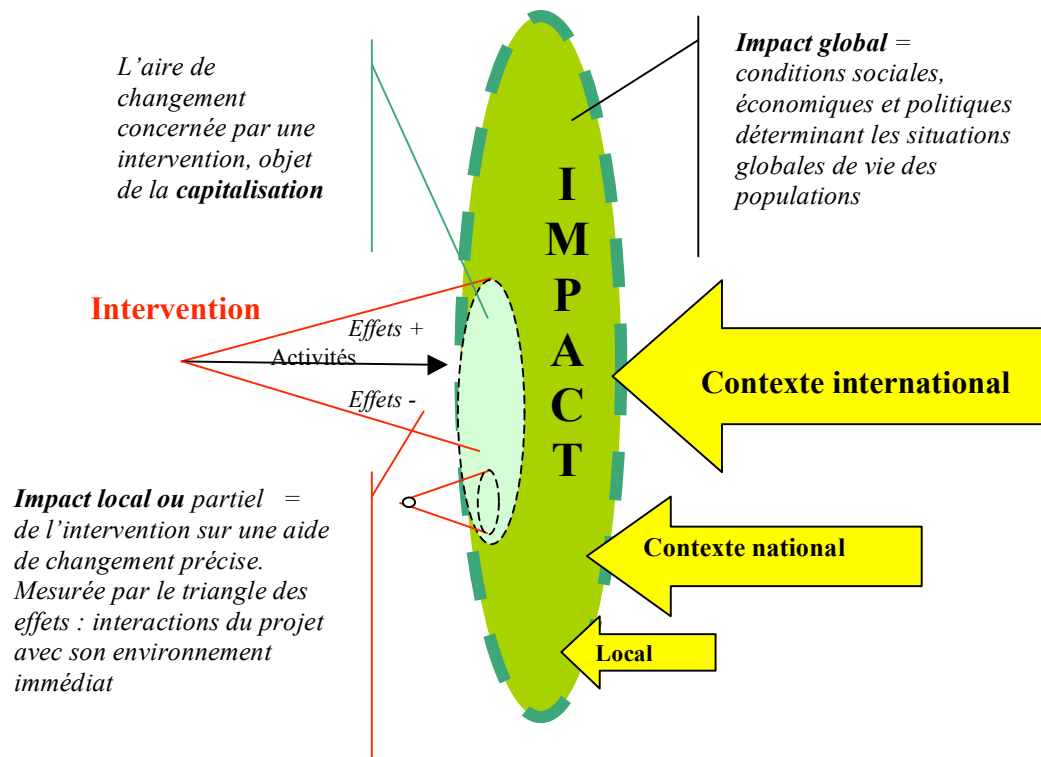
- *Quel sens cela a-t-il de demander des résultats de campagne, si les responsables locaux ne peuvent ou ne veulent assurer l'accessibilité des producteurs aux terres cultivables ?*
- *Comment faire prendre conscience de l'impact du projet sur d'autres catégories d'acteurs ou de population (et vice-versa) ?*

Dans les deux cas, on conçoit combien le dialogue entre acteurs et gouvernants est important.

Si des méthodes restent à inventer, à l'échelon national, pour apprécier l'impact et surtout le mettre en débat entre les différentes composantes de la société, elles ne manquent pas au niveau local, mais sont très peu utilisées.

Schéma 1 (Totté M. , Hadjaj-Castro H., Enjeux généraux du débat sur le co-financement ONG et sur l'évaluation – capitalisation – appréciation de l'impact - Note de discussion COTA/F3E, 2004 -

<http://www.cota.be/cota/php/owl/browse.php?sess=0&expand=1&order=name&sortorder=ASC&parent=3>.



## Des relations plus authentiques

C'est à cette échelle locale, que nous voudrions porter le regard dans les lignes qui suivent pour faire part d'une **expérience simple d'appréciation de l'impact par les effets**. Il s'agit surtout de montrer que se situer au niveau des « effets » permet de nouer un dialogue plus ouvert entre acteurs, partenaires ou bénéficiaires et donc, de créer les conditions d'une meilleure information et communication. Au plan méthodologique, cette expérience s'inspire de ce qui se fait depuis longtemps dans les démarches socio-anthropologiques d'investigations basées sur des entretiens peu structurés et alternant phases individuelles et collectives.<sup>6</sup>

Ces démarches sont basées avant tout sur la recherche d'une **relation** plus « symétrique » avec l'interlocuteur suivant le principe – si évident et si peu mis en pratique - que de cette relation dépend la qualité de l'information et donc de la communication. Malgré leur simplicité, ces techniques sont rares dans le monde du développement.

Bien plus que des recettes méthodologiques, c'est avant tout la reconnaissance de ce principe important qui doit servir de fil conducteur à la lecture des lignes qui suivent : pour éviter que nos indicateurs ne gouvernent nos façons de nous représenter les « réalités », il faut d'abord rechercher des relations un tant soi peu authentiques avec nos interlocuteurs, débarrassées du statut du « bailleur », « porteur de solutions », ou de celui « d'évaluateur ». Pour autant, cela ne dispense pas de développer certaines démarches méthodologiques susceptibles de faciliter

cette « mise en relation » et de prendre en compte les subjectivités d'interlocuteurs inscrits dans des enjeux locaux.

### Un exemple d'appréciation des effets de l'électrification d'une petite ville

Une recherche-action a été confiée au COTA par une ONG belge pour mesurer les effets d'une opération d'électrification sur une petite ville du Burkina Faso : Barsalogo. Les objectifs de l'étude étaient de :

- apprécier les effets de cette intervention,
- tester une démarche souple d'appréciation qui pourrait être ensuite reproduite par l'ONG dans le suivi de ses actions.

Les **effets** sont les incidences de l'action sur le milieu physique et humain environnant  
Les effets conjuguent résultats de l'action et autres dynamiques ou contraintes provenant du milieu dans lequel se déroule l'action. Avec un peu d'expérience, ils peuvent être esquissés dans le document de projet, mais avec une marge d'incertitude liée aux objectifs propres des populations concernées et des stratégies que celles-ci mettront en œuvre pour y parvenir. Objectifs et stratégies qui, malgré la concertation préalable, ne sont pas obligatoirement les mêmes que ceux du projet. (CIEDEL 1999 Guide Méthodologique L'évaluation d'impact F3E)

L'approche théorique dans laquelle s'inscrit ce travail est bien illustrée par les travaux du CIEDEL (voir encadré ci-contre). Elle est également détaillée dans l'article du GRET publié dans ce numéro. Il s'agit fondamentalement d'articuler les aspects qualitatifs et quantitatifs pour une appréciation qui dépasse les résultats immédiats et qui s'intéresse aux effets sur les conditions de vie des populations.

La démarche proposée reposait sur une articulation de quatre types d'outils :

- Les entretiens libres et semi-structurés,
- Les questionnaires,
- Les études de cas,
- L'observation directe.

Ces outils ont été articulés dans différentes étapes (voir encadré ci-dessous). Il importe de préciser que les questions posées aux interlocuteurs ne sont pas formulées en termes d'impact, d'effets ou de résultats mais que cette distinction est reconstituée *a posteriori* par l'enquêteur. Le travail s'est déroulé sur trois semaines et a été effectué, sous la coordination du COTA, par une personne ayant travaillé un certain temps dans le cadre du projet.

#### Les principales étapes commentées de la méthode

##### 1. L'analyse du contexte général

Cette première étape consiste à apprécier rapidement, à partir de quelques entretiens avec des personnes stratégiquement sélectionnées, les enjeux généraux qui « agitent » la localité. Elle doit permettre d'identifier les éventuelles tensions qui divisent les populations et de « positionner » les principaux protagonistes.

La difficulté consiste à repérer des personnes qui portent une analyse suffisamment précise et en même temps détachée des enjeux locaux.

La méthode utilisée avec ces personnes est essentiellement celle d'entretiens libres (non exclusivement lié au projet à ce stade) pour faire émerger des informations à caractère plus général sur la façon dont s'organise le « vivre ensemble ». Les questions-repères sont générales mais doivent tenir compte d'emblée d'un certain

nombre de facteurs spécifiques (ici la présence d'un grand centre hospitalier dans une petite ville) :

- Comment vivent les gens ? Quels sont les principaux problèmes spécifiques qu'ils rencontrent?
- Y a-t-il des clivages sensibles entre habitants ? (Notamment entre les fonctionnaires et les autres ?)
- Qu'est-ce que l'électricité va apporter comme changements positifs ou négatifs par rapport à ces situations ?

## **2. Des entretiens plus variés et systématiques sur les effets, articulés à des questionnaires spécifiques et des études de cas**

L'un des questionnaires a été utilisé auprès des quinze premiers abonnés et a servi de base à une discussion plus détaillée. Une étude de cas sommaire a ensuite été établie afin d'illustrer les changements perçus par les abonnés après 10 mois d'électrification.

L'autre questionnaire était destiné aux non-électrifiés que l'on a divisé en plusieurs catégories selon la proximité au centre-ville électrifié et au « statut » (commerçants, artisans, cultivateurs, femmes, jeunes...)

On a ainsi déterminé les principales aires de changements observées par les catégories moins directement concernées par le projet. Ceci a permis d'obtenir des données sur les effets indirects et sur les modifications plus générales attribuées au projet.

## **3. L'analyse des données et leur mise en perspective**

Cette étape cherche à établir déjà une première mise en cohérence des observations. Elle cherche « l'intelligence du système », c'est-à-dire, ce qui explique le fonctionnement (ou le dysfonctionnement) du projet ou du programme par rapport à son contexte général. C'est aussi une étape importante où l'on cherche à réorienter les hypothèses de départ et compléter les informations par d'autres méthodes.

A ce stade, l'observation directe se révèle importante pour vérifier certaines informations :

- les bars sont bien remplis le soir grâce à l'électricité,
- les enfants étudient plus tard le soir grâce aux réverbères,
- l'entente parmi les principaux protagonistes de la mise en œuvre de l'électrification n'est pas aussi évidente qu'on veut bien nous le faire croire,
- les coupures peuvent occasionner des problèmes aux nouveaux équipements,

Cette observation directe est complétée par des entretiens tout à fait libres, dans des cadres informels (dolotières, moments de détente, déplacements en voiture ou en mobylette avec l'un ou l'autre « informateur », ...) pour croiser certaines informations ou certaines impressions.

Au-delà de l'intérêt de récolter des informations sur les effets, le but visé lors de cette étape, est aussi de questionner le processus de recherche lui-même. On a donc été attentifs à croiser les réponses des uns et des autres, afin de percevoir les incohérences, déterminer les points sensibles et les zones de non-dits, et tester d'autres méthodes plus fines de récolte de données.

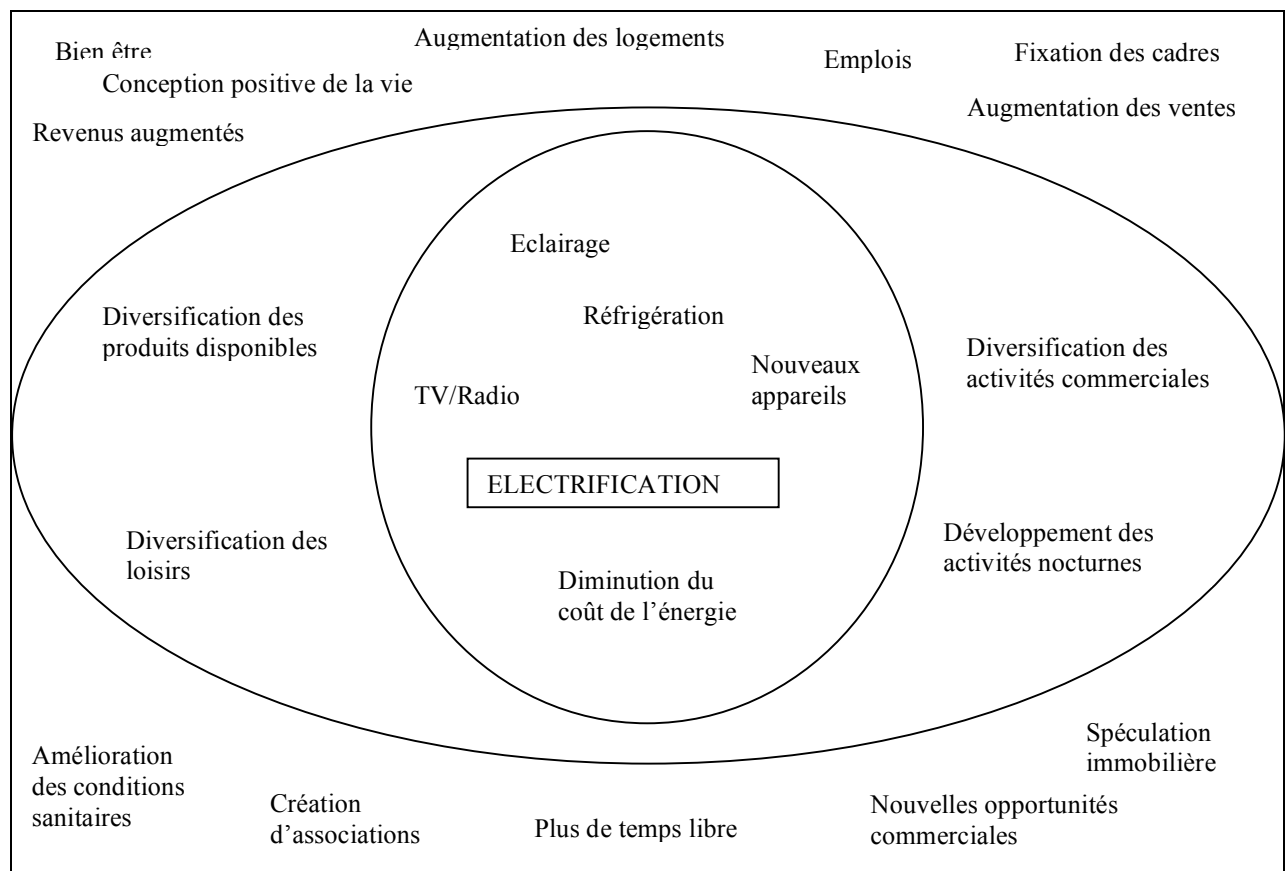
## **4. Le passage de l'observation à l'élaboration de propositions d'améliorations**

Les étapes précédentes vont nécessairement susciter des besoins d'appui et de renforcement. Bien qu'il faille s'assurer d'avoir suffisamment compris les enjeux et

leurs déterminants, cette étape est importante non seulement pour « entrer dans l'action », mais peut aussi servir à approfondir certaines interrogations. Il faut toutefois que cet « engagement » réponde à une sollicitation clairement formulée par les partenaires. Dans le cas présent, les analyses ont montré certaines tensions au sein de l'équipe de mise en œuvre, liées, notamment, à une carence dans l'organisation des activités et dans la définition des responsabilités. L'appui a donc consisté, sur demande de cette équipe, à clarifier ces difficultés et à construire des outils utiles pour accompagner le changement.

## Les résultats

Schéma 2



La première étape a permis d'élaborer un schéma explicitant les différents résultats/effets/impact produits (Schéma 3).

Ce schéma a le mérite de montrer une gradation des « incidences » du projet, positives et négatives, depuis le centre vers les extrémités, sans établir de liens précis dans les causalités. Ce premier résultat permet surtout de mieux concrétiser et formuler les questions. Il sert de base à l'élaboration de questionnaires.

Les données recueillies ont fait ressortir un certain nombre de tensions :

- tension entre des attentes excessives (électrification partout et pour tous) et les contraintes du projet (solvabilité des habitants, choix de concentrer l'électrification au niveau du marché, de certains fonctionnaires et de certains services publics) :

- *L'électrification constitue pour la plupart des questionnés un « pas de géant pour le développement de la ville et l'entrée de Barsalogho dans la modernité ».*
- *« d'ici quelques années, c'est Kaya (ville beaucoup plus importante) qui viendra se ravitailler à Barsalogho » ;*
- tension dans le déroulement des opérations, les retards importants (mais justifiés) engendrant l'impression que l'équipe de mise en œuvre (et peut-être l'ONG) ne serait pas à la hauteur des enjeux ;
- tensions entre électrifiés et non électrifiés :
  - *« Moi, ça m'arrange qu'il y ait peu d'électrifiés... vous ne pourriez pas laisser encore un peu traîner les choses... ? » ;*
- tension au sein de l'équipe de mise en œuvre résultant de la pression extérieure qu'elle subit et du manque d'appui en termes de gestion organisationnelle de la part de son partenaire ONG.

La quantification du degré de satisfaction, à travers les questionnaires, fait mal ressortir ces tensions. En revanche elle montre combien les attentes sont importantes (ici pourtant en partant des non-électrifiés).

<b>Effets socio-économiques</b>	% de réponses positives
Augmentation des heures de travail/ d'ouverture	96%
Nouvelles opportunités commerciales du fait de l'utilisation de nouveaux appareils (outils électriques, téléphones) ou des nouveaux produits plus commercialisables (artisanat)	98%
Amélioration de la productivité	34%
Amélioration de la qualité des produits	78%
Augmentation des ventes	96%
Nouvelles prestations de services vers l'extérieur	78%
Amélioration de la qualité des services (amélioration du cadre : lumières, musique, boissons fraîches)	89%
Création d'industries artisanales/rurales	82%
Création d'emploi	100%

Les entretiens complémentaires font ressortir que si les effets économiques sont les plus mentionnés (création d'emplois, nouvelles opportunités commerciales, augmentation des ventes et de la qualité des produits), ils sont étroitement liés à l'amélioration du cadre de vie et à la multiplication des possibilités de délasserment qui jouent dans l'augmentation des ventes :

- *« Avec la musique, la lumière et la boisson fraîche, les clients restent plus longtemps et consomment deux à trois fois plus alors qu'avant, ils prenaient une seule bière avant de filer » ; « La TV, c'est une ouverture sur le monde, tu vois des choses que tu n'imaginais même pas »*
- *« la TV, ça éveille les enfants et ça nous apprend sur la vie des gens civilisés ».*

Les effets sociaux sont aussi fréquemment mentionnés dans les témoignages :

- *« Avant, tu ne pouvais pas me trouver à Barsalogho le week-end. Maintenant qu'il y a la TV et les DVD dans ma cour, on se regroupe et on*



*cause tous les soirs. Je ne sens même plus l'ennui et mes week-ends sont moins coûteux... »*

- *« Le seul ennui c'est que je ne parviens jamais à regarder un DVD tranquillement avec ma femme, il y a toujours au minimum 50 personnes qui viennent suivre le film avec nous... ».*

La libération de temps pour les femmes et les améliorations du logement restent cependant peu citées.

Suite aux tensions constatées au sein de l'équipe de mise en œuvre, un travail d'appui-accompagnement a été effectué pour clarifier les responsabilités en fonction des différentes activités menées.

### **Ce que cette recherche-action a mis en exergue**

Sur le fond, cette étude montre un déficit de communication à deux niveaux au moins :

- entre le « projet » et la population,
- entre les partenaires du projet.

Ce manque de communication se cristallise sur la question des retards qui pourtant est aisément explicable (transport de certains matériaux par bateau depuis l'Europe, crise ivoirienne, vacances du responsable de projet, ...). Les rumeurs qui en découlent peuvent compromettre jusqu'à l'entente au sein de l'équipe chargée de la mise en œuvre et par là, tout le projet. Plus fondamentalement, le manque de transparence dans les objectifs du projet peut susciter des attentes excessives et autres malentendus (va-t-on arriver à électrifier tout Barsalogo au rythme où ça va ?)<sup>7</sup>. Enfin, l'exigence de clarification apparaît aussi dans la mesure où certains opérateurs investissent dès à présent sur des fausses perspectives :

- *Beaucoup pensent vendre de l'eau en prenant exemple sur les bénéfiques importants réalisés par les quelques électrifiés de l'année précédente sans penser que l'offre risque d'être beaucoup trop importante par rapport à la demande. De plus, les bénéfiques engrangés par les électrifiés sont quant à eux disproportionnés, car ils sont actuellement peu à bénéficier du service. L'extension du réseau permettra vraisemblablement de rétablir ce déséquilibre. Enfin, la tarification est aujourd'hui plus incitative que réelle.*

Au plan méthodologique, la recherche-action montre aussi combien les indicateurs statistiques produisent une impression élogieuse sur le projet qui ne cadre que partiellement avec la réalité. Les entretiens plus libres offrent une autre image. Ces deux modes d'appréciations pouvant être reliés par une observation qui confirme ou infirme les informations reçues.

Les informations plus critiques sont cependant plus difficiles à obtenir. Ce n'est qu'après une certaine confiance et dans des cadres moins formels qu'elles surgissent. Les premiers entretiens donnent en effet essentiellement des avis positifs avec une idée parfois erronée des gains réels qui seront faits. Ces informations doivent donc être replacées dans un contexte et une perspective dont tous les éléments ne sont pas forcément déjà connus car ils relèvent de projections sur l'avenir.

Globalement, cependant l'articulation entre ces différentes méthodes légères d'appréciation des effets est apparue non seulement performante, mais également relativement aisée à mettre en pratique car « allant de soi ».

## Conclusions plus générales

Se pencher sur les effets positifs et négatifs à travers une appréciation du degré de satisfaction des gens (même et peut-être surtout au-delà des bénéficiaires) permet de se sortir du cadre exigu du projet pour poser des questions plus stratégiques. La démarche permet de se débarrasser des « lampadaires » du projet.

Surveiller les activités et les résultats<sup>8</sup> prévus ne suffit pas. Ce que le suivi des effets permet surtout de faire, c'est de prendre la température de ce qui se discute dans la population en rapport avec les objectifs d'une intervention. **La démarche fournit moins une mesure ex-post de l'impact qu'une appréciation in situ des conditions qui permettent de l'obtenir à terme** ; ce qui est plus intéressant en termes d'apprentissage.

Ce suivi peut être associé, comme on l'a vu empiriquement, à certaines catégories précises d'indicateurs :

- des indicateurs de résultats (ce qui a été réalisé jusqu'à présent)
- des indicateurs de processus (où et à cause de quoi le processus coince ? pourquoi y a-t-il des retards ?)
- des indicateurs de satisfaction (sur quoi porte la satisfaction et l'insatisfaction et pourquoi).

Les effets questionnent aussi différentes dimensions du changement. Dans le cas présent, la recherche n'a pas produit des enseignements uniquement sur les **besoins de base** des gens, mais aussi certaines questions sur les incidences de l'électrification sur les **inégalités** sociales et économiques (hommes-femmes ; opérateurs économiques électrifiés par rapport aux non-électrifiés), sur **l'identité** (fonctionnaire versus non fonctionnaire), et un peu sur les **institutions** (quelles sont les règles nationales en matière d'électrification, mais très peu sur les responsabilités des autorités locales à accompagner le processus). Cependant, compte tenu du temps imparti à l'étude, nous n'avons pu poser que des amorces d'interrogations. Des études particulières plus longues devraient être réalisées. Néanmoins, les premiers résultats suffisent dans le cas présent à réorienter la mise en œuvre du projet de manière pertinente.

Cette dernière dimension du changement sur laquelle cette étude met le doigt et donc bien celle des changements dans **sa propre organisation et ses propres pratiques**. Le présent travail s'est surtout focalisé sur le partenaire local chargé de la mise en œuvre. Cependant, bien qu'on manque encore de recul pour les apprécier, des amorces de changements sont aussi apparues dans l'ONG belge responsable du programme.

Ce sont ces « mises en questionnements », grâce à des entretiens intégrés dans des démarches cohérentes de suivi stratégique en cours d'intervention (projet, programme, mise en œuvre d'une politique), qui peuvent, à terme, permettre d'espérer des changements de culture dans les modes d'intervention. Cette position se distingue fortement d'une approche basée sur des études d'impact sophistiquées, *ex-post*, réalisées longtemps après l'intervention.

Pour reprendre l'image du lampadaire posée en introduction, la démarche par l'appréciation des effets en cours d'intervention permet de demander aux principaux

concernés d'éclairer avec *leur* lampe torche les différents « endroits » qu'ils jugent les plus pertinents. Contrairement à la logique du lampadaire et à son complémentaire qui consiste à passer avec des phares à grande vitesse sur des chemins connus et balisés pour observer les changements, les multiples **éclairages** (à travers les entretiens, la discussion, la concertation) permettent de découvrir de nouvelles façons de voir et de faire le développement. Mais plus qu'une question de méthode, la mise en pratique reste avant tout question de volonté politique ...

\* Chargé d'études COTA.

\*\* A réalisé en mission pour le COTA concernant l'étude sur les effets de l'électrification qui est développée ci-dessous en exemple.

0 Le précédent article des Echos du COTA, consacré aux enjeux que véhicule la notion d'impact, se terminait sur un aveu d'impuissance :

« Compte tenu de tout cela et sachant que les logiques de contrôle budgétaire ne feront probablement que se renforcer dans le futur, mieux vaut peut-être renoncer à ce concept (l'impact) trop chargé de risques. » Certains lecteurs nous ont reproché avec pertinence cette fin en queue-de-poisson. Le présent article fournit un certain nombre d'éclairages importants à cette interrogation.

1 M.Totté, L'impact des interventions au développement. Pièges et opportunités, les ECHOS DU COTA, n° 106 (mars 2005), p. 3-7.

2 C'est le cas notamment quand la participation locale devient un « absolu » consistant à déterminer l'intervention à partir d'une demande locale non critiquée et non construite dans une représentation angélique de la « communauté » ou de l'organisation.

3 Fr. Kourilsky, Du désir au plaisir de changer. Comprendre et provoquer le changement, Dunod, 2004.

4 P. Rosanvallon La démocratie inachevée, Gallimard, 2000.

5 P. Watslawick cité par Kourilsky, Op Cit.

6 Tout en se distinguant cependant des Méthodes Assistées de Recherche Participatives (MARPs) dans la mesure surtout où elles évitent les grandes messes communautaires et travaillent à partir de groupes stratégiques et de personnes-ressources.

7 Le manque constaté d'implication des autorités locales dans le projet pose également la question de la légitimité de l'ONG dans la distribution de services publics et plus globalement, la distribution des droits d'accès à ces services.

8 En termes d'activités : nombre de poteaux placés, nombre d'électrifiés, le paiement des redevances ; en termes de résultats : génération de nouvelles activités économiques, augmentation de revenus des électrifiés ; fonctionnement des services publics...